



Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnatrice Résidente (CR) et Coordonnatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin mensuel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

Temur SHAROPOV, Chargé de Communication et Liaison (section S&R) - sharopov@un.org

- Deux ateliers régionaux multipartites : Nouvelle façon de travailler et Nexus
- Rencontre dans le cadre de l'Alliance Sahel sur les régions de Gao et Ménaka
- Gao : MINUSMA finance un projet pour la mobilisation des femmes autour des élections (QIP)
- Gao : l'ONU rend possible la construction d'un second commissariat de police au profit de plus de 45 000 personnes (FF)
- Rapport Annuel Narratif Global du Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la paix et la sécurité au Mali (FF)
- Donation importante de la République fédérale d'Allemagne à la MINUSMA (FF)
- Nouveaux projets lancés dans les régions du nord

Chiffres clés

Projets à impact rapide (QIPs) : 298 projets finalisés et 139 en cours sur un budget de 15,9 millions de dollars américains (441 projets au total depuis 2013)

Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) : 14 projets depuis 2015 sur 18 mois et pour un **budget de 26 million de dollars américains**

Fonds Fiduciaire (TF) : 79 projets finalisés et 66 projets en cours sur **145 projets** approuvés pour un coût de **52,6 million de dollars américains** sur un **budget de 62,5 millions de dollars américains** (contributeurs : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO)

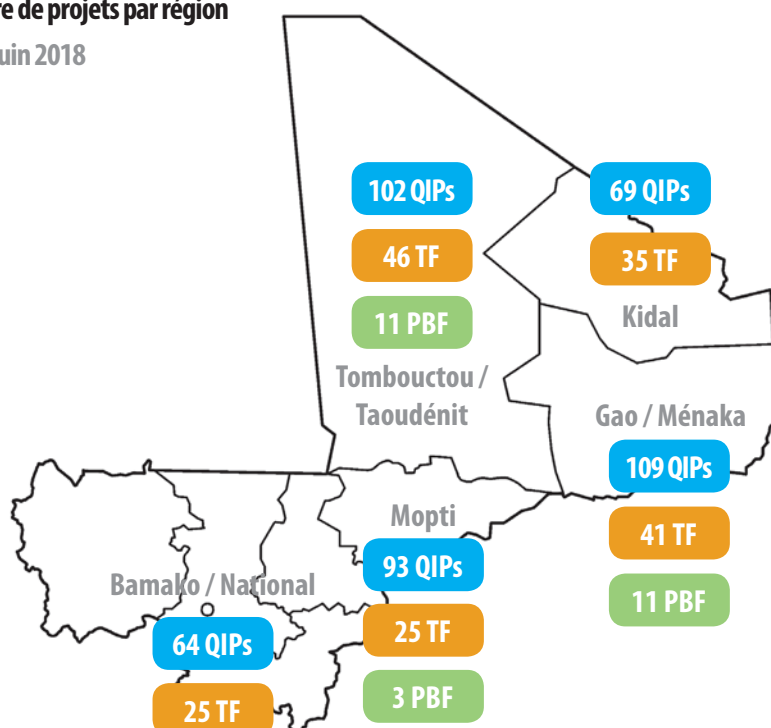


*Merci à tous les partenaires
Partenaires d'exécution, Institutions nationales, Société civile,
Bailleurs internationaux, Composantes MINUSMA sponsors.
Tous unis pour un Mali un et indivisible !*

Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région

Au 30 juin 2018



Secteurs

QIPs Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

TF Fonds Fiduciaire

Négociations de paix / Processus de médiation / DDR / RSS / MOC / Cantonnement / Etat de droit et justice / Rétablissement de l'autorité de l'Etat / Appui aux forces de sécurité et de défense maliennes / Cohésion sociale

PBF Fonds pour la Consolidation de la Paix

Phase I: Education pour la paix / Soutien socio-économique / Réintégration des personnes déplacées / Justice sur la violence basée sur le genre / Cantonnement

Phase II: Autonomisation des jeunes et des femmes pour la réconciliation nationale / Résilience à l'insécurité / Prévention des conflits

Coordination des bailleurs et partenariats

1. Entre le 31 mai et le 1er juin 2018, un atelier régional multipartite a été organisé à Dakar sur la nouvelle façon de travailler (en anglais *New Way of Working - NWoW*) avec des représentants des institutions des Nations Unies, des ONG, des donateurs et des institutions financières internationales en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les principaux objectifs de l'atelier étaient (i) de renforcer la prise de conscience et d'assurer une compréhension commune des principaux éléments du NWoW parmi les participants, y compris son opérationnalisation dans différents types de contextes; (ii) de favoriser l'échange entre pairs sur la mise en œuvre, les solutions opérationnelles, les outils et le modus operandi, à l'appui des meilleures pratiques au niveau des pays; et (iii) d'identifier les lacunes et les goulots d'étranglement qui entravent la mise en œuvre du projet NWoW, et identifier les outils et le soutien supplémentaires nécessaires.

L'atelier sur les NWoW a été précédé du 28 au 29 mai 2018 par l'atelier Nexus des praticiens régionaux, une session de pair à pair de niveau technique où des praticiens de certains pays menant la mise en œuvre du NWoW ont été réunis par le Groupe de travail du Comité permanent interorganisations sur le lien entre développement humanitaire et crises prolongées. Les participants ont discuté des meilleures pratiques et des défis opérationnels pour renforcer la collaboration entre les secteurs et établir une communauté de pratique.

Le format des ateliers comprenait une combinaison de groupes de discussion et des sous-groupes. Les discussions ont été regroupées autour des éléments clés de l'analyse conjointe NWoW, planification et programmation, leadership et coordination, financement et les résultats collectifs, en mettant l'accent sur l'identification et la discussion de la faiblesse et des opportunités pour faire avancer davantage le NWoW.

2. Le 12 juin, la Section S&R a participé à une réunion organisée par l'Ambassade d'Allemagne dans le cadre de l'Alliance Sahel afin de mieux vérifier les interventions des PTF (Partenaires Techniques et Financiers) dans les régions de Gao et de Ménaka et comment arriver à une approche plus coordonnée. L'Allemagne a proposé d'identifier plus précisément les interventions des partenaires dans les régions de Gao / Ménaka et en vue d'une prochaine réunion, d'identifier les potentiels économiques des deux régions sur lesquels les partenaires pourraient concentrer leurs efforts de financement. Cette réunion fait suite à la précédente réunion organisée par l'Ambassade de France pour discuter des priorités pour la mise en œuvre opérationnelle de l'Alliance Sahel au Mali. *Rappel* : L'Alliance du Sahel a été lancée en juillet 2017 par la France, l'Allemagne et l'UE, avec la Banque mondiale, le PNUD et la BAD comme partenaires fondateurs. Son but est de renforcer le lien entre la paix, la sécurité et le développement.

3. Le 13 juin, la section S&R a participé à la **réunion mensuelle du GEC** (*Groupe Exécutif de Coopération*). Cette réunion a été partiellement consacrée à l'évaluation des progrès des revues sectorielles entreprises par le GT avec leurs ministères respectifs et prévoit en outre la participation du PTF à la revue du CREDD (Cadre stratégique pour la Relance économique et le développement durable), des ODD et SCAP (Stratégie Commune d'Assistance Pays). Les PTF ont également discuté de la préparation d'un calendrier et d'un plaidoyer pour la session politique CREDD / SCAP prévue le 12 juin. Concernant la visite de la Troïka Elargie à Mopti qui s'est déroulée du 24 au 25 mai derniers, les PTF souhaitent renseigner davantage leurs contributions au PSIRC (Plan de Sécurisation Intégrée des Régions du Centre) et mieux identifier leurs interventions actuellement bloquées ou entravées dans la région Centre pour des raisons d'insécurité. Une fois collectées ces informations feront l'objet d'une réunion spécifique à proposer au Ministère de sécurité et de protection civile (MSPC).

4. Le 21 juin, la Section S&R a assisté au **Sous-Comité du développement économique, social et culturel** (SC-DESC) du CSA (Comité de Suivi de l'Accord) sous la coprésidence de l'Algérie et de l'Union européenne. Les débats ont principalement concerné la création de la Zone de développement régional du Nord et l'organisation d'un atelier de haut niveau sur des questions connexes. Les concertations entre le Gouvernement et le Mouvement ont permis l'élaboration d'une feuille de route et d'un rétroplanning pour la mise en place de la zone de développement. Les membres du SC-DESC suivent la constitution du Fonds de Développement Durable dont un décret d'application devrait prochainement opérationnaliser son fonctionnement.

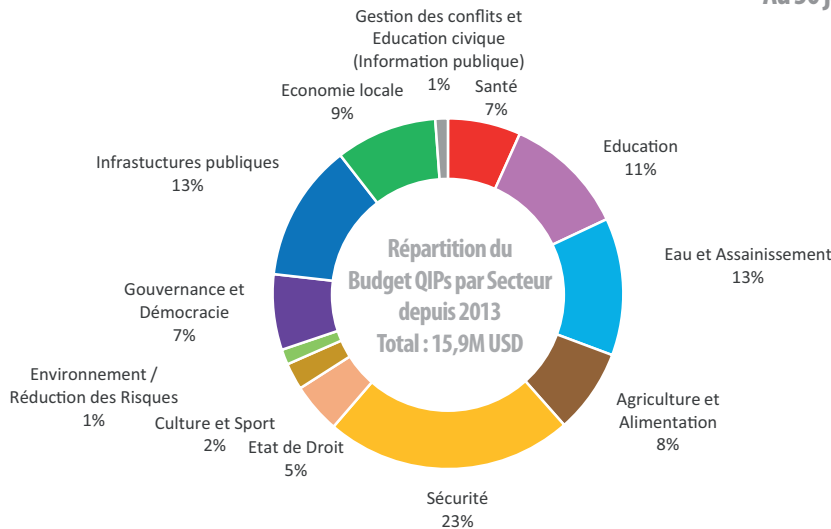
Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars américains et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la

formation et la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

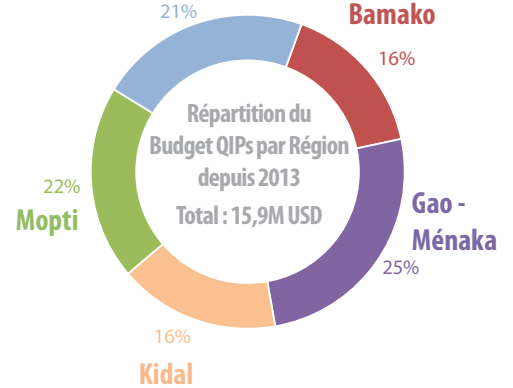
Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et soutiennent les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Au 30 juin 2018

Pour plus d'information: <http://bit.ly/2yqonz8>



Tombouctou - Taoudénit



Faits marquants du mois

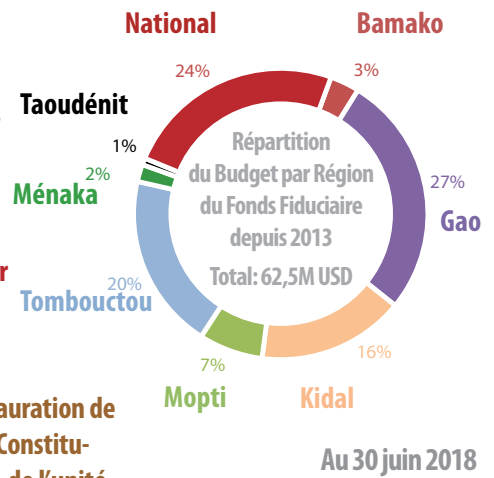
1. Le 29 juin, la MINUSMA a officiellement lancé un projet à impact rapide (QIP) à Gao visant à renforcer les capacités des femmes grâce à une meilleure participation (quantitative et qualitative) aux élections de 2018 sur la base du principe d'égalité des sexes et de transparence à tous les niveaux. Financé pour un montant total de 41 970 dollars américains et parrainé par la Division des affaires politiques, l'initiative vise à former 100 femmes sur la promotion de leurs droits à accroître la représentation des femmes dans les organes de prise de décision. Le projet de mobilisation des femmes de Gao pour les élections de 2018 est une initiative de la Plateforme des femmes dirigeantes de Gao pour la sécurité et la stabilisation politique dans la région qui contribue au renforcement de l'Etat de Droit.

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2L9CM6M>

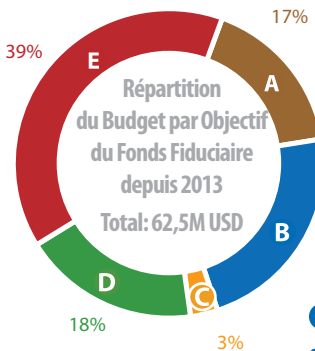


Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 62,5 millions de dollars américains, dont 80% sont alloués aux projets existants.



E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali



A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections

B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS

D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FSDM)

C Renforcement des capacités des Force de Sécurité Maliennes (FSM)

Faits marquants du mois

1. Le 5 juin 2018, la MINUSMA à travers ses composantes (S&R et UNPOL) a participé à la cérémonie de pose de la première pierre pour la construction et l'équipement du poste de police du 2ème arrondissement de Gao, à savoir le quartier du Château. Ce projet de 181 320 dollars américains est entièrement financé par le Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali, grâce à la contribution du Gouvernement italien. La construction d'un deuxième poste de police dans le quartier du Château renforce les capacités de réponse des services de secours de la police nationale de Gao. Le projet devrait avoir un impact très positif sur la couverture de sécurité de la zone de Gao, et du quartier du Château en particulier, ce qui bénéficiera aux civils. La cérémonie a été présidée par le gouverneur de la région de Gao, assisté du représentant du chef de bureau de la MINUSMA Gao. Parmi les autres participants figuraient les forces de sécurité maliennes, les notabilités et les dirigeants des quartiers, tandis qu'une forte population venait pour l'occasion. Cette cérémonie intervient après que la MINUSMA ait réhabilité et équipé les bâtiments de la Direction Régionale de la Police et des postes de police de Gao et Ménaka. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2KXSJAp>

2. Le 5 juin 2018, la MINUSMA a participé à la cérémonie de remise officielle du bâtiment de l'infirmerie de la Direction régionale de la protection civile de Gao. La construction de l'infirmerie permettra aux agents affectés à ce poste de travailler dans de bonnes conditions, et d'assurer correctement leurs missions ▶

▶ principales d'assistance et de protection des civils. Ce projet intervient après la réhabilitation et l'équipement des bâtiments de cette institution, financées par le Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali. Le projet a également équipé l'infirmerie de matériel médical, informatique, de bureau et de mobilier pour permettre aux spécialistes de la préparation aux urgences de prodiguer les premiers soins aux victimes d'accidents, de noyades et de catastrophes naturelles. Avec un coût global de 100 000 dollars américains, le projet a été entièrement financé par le Fonds fiduciaire, grâce à la contribution du Danemark. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2N3dQ1q>

3. 18 juin, a eu lieu une cérémonie de présentation du Rapport Annuel Narratif Global du Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la paix et la sécurité au Mali à la communauté des donateurs, en présence du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en charge des Affaires Politiques et Chef par intérim de la MINUSMA. Etaient également présents, les ambassadeurs du Canada, de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, les Chefs des coopérations française et suisse, des représentants des ambassades du Danemark et de la Suède, des représentants de la délégation de l'UE, et de plusieurs représentants des composantes de la MINUSMA.

Les donateurs ont apprécié les réalisations concrètes et tangibles du Fonds Fiduciaire qui appui l'application du mandat de la MINUSMA, notamment celui à la mise en œuvre de l'Accord de Paix et l'opérationnalisation ▶

▶ des sites de Mécanisme Opérationnel de Coordination à Kidal, Tombouctou et Gao. Ils ont également exprimé leur appréciation des projets mis en œuvre en faveur de la population, à travers des projets de dividendes de la paix dans le nord et le centre du Mali. Les discussions et les échanges francs ont été bien accueillis et les donateurs ont encouragé la tenue d'événements similaires à l'avenir. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2JbpHrW>

4. Le 22 juin, a eu lieu une cérémonie officielle de remise de véhicules blindés de la République fédérale d'Allemagne à la MINUSMA en présence du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA, de l'ambassadeur de l'Allemagne, du Vice-commandant de la Force, d'un représentant du Commissaire de Police et plusieurs représentants des composantes de la MINUSMA. Les 20 véhicules blindés ont été financés par la contribution de l'Allemagne au Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali. D'un montant de 3,5 millions d'euros, c'est en décembre 2016 que ces fonds ont été versés par l'Allemagne en soutien à la mobilité protégée des troupes des pays contributeurs à la Mission. L'Ambassadeur d'Allemagne, Dietrich Becker, a souligné « l'opportunité du soutien conformément aux recommandations du Rapport de Santos Cruz », le Vice-commandant de la Force de la MINUSMA a noté que « les véhicules feront une différence importante dans l'amélioration de la protection des pays contributeurs de troupes à la MINUSMA ». Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2KYJpw4>

Face à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le Mali depuis 2012, le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies au Mali ont fait appel au Fonds PBF (pour Peacebuilding Fund) en vue de soutenir la consolidation de la paix et la réconciliation. Le Gouvernement du Mali a donc soumis une demande d'éligibilité au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) le 24 février 2014 qui a été approuvée par le Secrétaire-Général des Nations Unies le 2 avril 2014.

Dans ce contexte, l'intervention du programme PBF au Mali représente un budget cumulatif d'environ 26 millions de dollars américains dont 12,1 sont alloués dans le cadre de la première phase de programmation du fonds, 8,6 millions pour la seconde phase et 4,47 millions pour les initiatives pour la promotion du genre et de la jeunesse (GYPI), ainsi que les projets transfrontalier (Burkina Faso, Mali et Niger) et d'appui aux Autorités Intérimaires de Taoudéni et Ménaka. Ainsi, quatorze projets financés par le Fonds de consolidation de la paix sont mis en œuvre par des agences onusiennes et des organisations de la société civile, en partenariat avec la MINUSMA. Un Comité de Pilotage supervise l'ensemble du programme et rassemble le Gouvernement du Mali, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies.

Au 28 février 2018



1 **Projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (*) - UNICEF**

L'agence et ses partenaires mettent en œuvre une stratégie de scolarisation accélérée en vue d'un accès à l'éducation pour les enfants vulnérables déscolarisés et non scolarisés. Des espaces de dialogues communautaires inclusifs sont aussi instaurés pour une cohésion sociale à l'école, en famille et au sein de la communauté.



2 **Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou (*)**

PNUD, ONUDI

Ce projet conjoint porte sur l'accompagnement des processus de réconciliation nationale et de promotion du dialogue en créant des opportunités économiques en faveur des femmes vulnérables et des jeunes à risque.



3 **Rétablissement de la confiance par l'appui au processus de cantonnement**

UNOPS

Les opérations renforcent la confiance mutuelle entre les parties signataires de l'accord de paix et favorisent l'apaisement du climat sécuritaire. L'ancrage du processus de désarmement dans le pays passe notamment par le cantonnement des combattants. UNOPS est en charge de la construction et de la gestion de camps prévus à cet effet.



4 **Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou - OIM, UNHCR**

Ce projet consiste à fournir aux PDI et rapatriés un accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales dans un climat de confiance accrue dans le processus de paix.



5 **Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (*)**

ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Les 2 agences et la Mission soutiennent les victimes de VBG en leur facilitant l'accès à la justice et à une prise en charge holistique. Le projet appuie également le renforcement de capacités des services de prise en charge ainsi que du système judiciaire en matière de VBG.



6 **De victimes à actrices de la paix**

ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Le projet vise à soutenir la participation des femmes dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix en tant que membres des mécanismes de gouvernance, bénéficiaires des dividendes de la Paix et actrices de réconciliation au niveau communautaire.



7 **Jeunesse Alafia : Actions des jeunes en faveur de la consolidation de la paix inclusive et de la lutte contre l'extrémisme violent**

ACORD, CNJ

Ce projet contribue à améliorer la participation des jeunes hommes et femmes à la construction de la paix au Mali, en leur offrant des opportunités de formation et d'information sur le contenu de l'Accord de paix et d'améliorer leurs conditions économiques afin de diminuer les risques d'adhésions aux groupes extrémistes.



8 **Femmes, Défense et Sécurité**

INTERPEACE, IMRAP

Ce projet vise à assurer une plus grande participation des femmes dans le domaine de la sécurité et la gestion pacifique des conflits, en renforçant la confiance entre femmes, et entre femmes et les Forces de défense et de sécurité dans les régions de Tombouctou et Gao en particulier.



9 **Appui aux Autorités Intérimaires de Taoudéni et Ménaka**

PNUD, MINUSMA

Ce projet renforce les capacités des autorités intérimaires et agents des Collectivités Territoriales et appuyer la fourniture des services sociaux de base au profit des communautés dans les régions de Taoudéni et Ménaka.



10 **Promotion de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans la région Liptako-Gourma (Mali, Niger, Burkina Faso)**

PNUD, OIM

Le projet vise à améliorer la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso, et à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs vecteurs.



11 **Les jeunes acteurs pour la paix et la réconciliation nationale**

UNESCO, OIM, UNICEF

Ce projet vise à accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix, par l'opérationnalisation du nouveau dispositif des Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation Nationale, ainsi que par l'implication et la responsabilisation des jeunes et des femmes dans la mise en œuvre de la stratégie jeunesse du G5 Sahel et la lutte contre l'extrémisme violent.



12 **Pairs pour la paix Construire la cohésion sociale à Mopti et à Ségou**

PAM, UNHCR, FAO

Ce projet vise à restaurer les mécanismes traditionnels de gestion des conflits et débloquer le capital économique et social dans les régions de Mopti et Ségou pour la construction d'une plus grande cohésion sociale et l'atténuation des conflits inter et intracommunautaires.



13 **Renforcement de la résilience sécuritaire et de la prévention des conflits intercommunautaires**

ONU Femmes, PNUD

Ce projet renforce le rôle des femmes, des jeunes et des leaders communautaires et religieux comme leviers pour une paix inclusive. Ces acteurs prendront le leadership pour le développement d'initiatives de paix endogènes.



14 **Engager les jeunes à construire des communautés pacifiques au Mali**

MERCY CORPS

L'objectif global de ce projet est de promouvoir la mise en œuvre de l'accord de paix par une approche inclusive de la communauté pour la prévention, l'atténuation et la gestion des conflits et la réduction de la violence des jeunes.